

Le gouffre

Posté le : 3 mai 2020 10:41 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Actualité chaude, Pays en voie de développement, Crise systémique, Attitudes, Economie et politique

La mode, dans les organes de presse de gauche et les médias macronistes, est de juger que la manière française de gérer la crise sanitaire est certes peu engageante mais somme-toute du niveau de ce qui a été pratiqué ailleurs avec des résultats comparables.

La vérité est tout autre. La France a fait face avec les réflexes d'un pays qui a accepté depuis Giscard de se livrer à une bureaucratie unique au monde et a considéré, depuis Mitterrand, que la rémunération des personnes qui y résident devait non plus dépendre de son travail mais d'allocations arrachées à d'hypothétiques « autres », traqués et fiscalisés de façon hystérique.

Une bureaucratie politisée et idéologisée, déraisonnable par son ampleur et son coût, a pris le pouvoir dans tous les rouages de la société française. Tout le monde voit que la multiplication des échelons administratifs, leurs chevauchements, leur irresponsabilité, le tricotage d'un maillage réglementaire inextricable avec un degré de détail délirant, associé à une posture idéologique « anti-bourgeoise » (voir les promotion Robespierre ou Jean Jaurès à l'ENA), ont créé une inefficacité effarante, la restriction et presque l'évanouissement des compétences, qui deviennent résiduelles. Qu'il s'agisse de la santé, des transports, de l'école, et d'une façon générale de toutes les fonctions civiles de l'Etat, les Enarques à l'écoute des ONG les plus actives et hystériques, ont verrouillé l'action des Français dynamiques et entravé voire chassé du pays les plus utiles, ceux qui montraient des qualités exceptionnelles et du mérite dans des conditions le plus souvent difficiles.

On le voit aujourd'hui dans le domaine de la santé, devenu un bunker bureaucratique où les médecins sachants ont été mis sous tutelle, au profit d'un écheveau de structures politisées comme les ARS et d'une réglementation laissée à des clans socialistes ayant choisi la politique avant la médecine, façon Lévy-Buzin. Cet énorme Moloch a été totalement surpris par le virus Sars-Cov-2 et lorsqu'on fera le bilan, on verra se dessiner une véritable horreur, qu'il est impossible de décrire totalement aujourd'hui pour ne pas paniquer le pays.

L'esprit qui a présidé en 1981 à la prise de pouvoir des socialistes, coalisés avec les communistes staliniens ou trotskistes, sans compter les opportunistes prêts à pactiser pour de l'argent, et une partie des chrétiens démocrates saisis par des variantes de la théologie de la révolution-libération, est une autre dimension du drame français. D'un côté les méchants bourgeois, à nouveau, qu'il s'agissait de réduire à quia et de l'autre, les salariés, ces malheureuses victimes qu'il s'agissait de caliner, de protéger, d'aider, de satisfaire par tous les moyens de la loi et du fisc. Alors la machine à créer des « droits à » s'est emballée, en même temps qu'on limitait les « droits de », infâme relique du monde bourgeois honnis. Il en est résulté un endettement colossal et une pression fiscale de champion du monde, avec des distributions d'allocations sociales, de soins, de logements, d'éducation (paraît-il !) qui fait que nous survolons les pics de la générosité sociale à des hauteurs ici encore uniques au monde.

Le résultat : les Français ont cessé de rattraper le niveau de vie américain dès 1982 et perdent du terrain par rapport aux meilleurs à un rythme accéléré depuis. On sait que depuis 2002, les Allemands ont gagné 15% de plus de revenu moyen que les Français. Et sur tout sujet on voit que l'Etat français ruiné est passé du côté des pays sous développé sur tous les financements internationaux. Il suffit de constater qu'un seul homme, Bill Gates, contribue plus que la France au

budget de l'OMS !

Ces deux tendances malades, bureaucratie triomphante et redistribution incontrôlable, correspondent désormais à une demande profonde de l'opinion publique, biberonnée dès l'école au lait frelaté de ces idéologies délétères, et abreuvée ensuite dans le même sens par les médias dominants. Beaucoup trop d'ayant-droit-à, français ou non, attendent désormais des autres l'essentiel de leur revenu et se considèrent comme « clients » de la politique, en fait de la bureaucratie répartitrice.

Emmanuel Macron symbolise parfaitement ce double ancrage dans la bureaucratie dominante et dans la sociale démocratie infantilissante, appuyée sur les médias et la com'. Face à la crise sanitaire, sa réaction ne pouvait être que bureaucratique et « généreuse », au sens d'un « coût démesuré ».

La décadence du système de la santé français totalement bureaucratisé est maintenant parfaitement claire, analysée et actée. Elle est symbolisée d'une part par le scandale de l'absence de masques qui prouve que le « j'menfichisme » irresponsable règne sans partage et secondairement par l'interdiction de prescription de la chloroquine par les médecins de ville, qui démontre les guerres de clans assassines, dans l'indifférence des besoins réels. Le taux de décès dans les services d'urgence, quand on osera en parler, est tellement terrifiant qu'il faudra bien un jour ou l'autre l'affronter les yeux ouverts. On n'applaudira pas toujours à 20 h le transfert à Rungis de près de la moitié des malades hospitalisés avec un syndrome respiratoire aigu dans la Région Parisienne !

C'est dans les résultats économiques que la folie de la tradition française d'hyper générosité sociale apparaît déjà dans toute sa perversité. Les travailleurs-travailleuses se sont précipités dans un système où ils recevaient 85% de leur salaire sans travailler. Ils ont « adoré » ! Les syndicats ont refusé toutes les solutions de travail résiduel possible. « Le grand capital veut nous faire mourir pour ses seuls profits ». Ce qui s'est passé aux PTT est absolument honteux. Mais on a retrouvé la même mentalité presque partout.

Il fallait à l'évidence, en sachant et la durée et l'ampleur de la crise, assurer la matérielle des personnes privées de travail, en utilisant les congés payés, les RTT et des subventions bien moins élevées que les 85% des temps normaux. Si six des huit semaines de confinements avaient été payés par les congés et les RTT, le solde aurait plus raisonnable à financer. Et ce solde, avec une prestation réduite d'un tiers, aurait moins gravement détruit nos comptes publics. Bien sûr, il aurait été normal de baisser d'une même proportion les rémunérations des fonctionnaires ou assimilés qui ne travaillaient pas. Au lieu de cela on parle d'une prime pour ceux qui ont continué de travailler et partout on plaint les malheureux confinés qui ont besoin de vacances et on refuse le retour rapide des élèves dans les écoles et les universités (alors qu'ils ne risquent pratiquement rien).

Le résultat devient évident. La France est le pays dont le PIB a le plus diminué au premier trimestre : 5.8%. A peine le triple des pays les mieux gérés ! Rions ensemble mes biens chers frères ! Et il n'y avait que 15 jours de blocage de la production. Le second trimestre va être délirant. On court à une perte de PIB sur l'année de plus de 300 milliards, compensée actuellement par la dette et la création monétaire. Comme nous l'avons estimé dès février, nous serons bien autour de 3.000 milliards de dettes publiques à fin 2021, pour 1.2 à 1,5 milliards de valeur ajoutée des entreprises. Avec un taux de production moindre que celui des autres La France a accru son déficit commercial pendant la période. En chantant des louanges à la « relocalisation ». Le crétinisme économique a de beaux jours devant lui en France.

Reste à savoir comment se passera la suite. Le tourisme et les points forts de l'industrie française, sont touchés pour longtemps. Tout le culturel est anéanti. Sauf les professionnels dépendant de contrats publics permanents. Mais l'Etat est ruiné pour tellement longtemps qu'il serait étonnant qu'ils puissent continuer à payer tant de monde.

Si les Français ne se rendent pas compte, et vite, qu'il faut, pour sortir d'un trou de production, travailler plus, plus longtemps, avec moins de redistribution, moins de largesses, moins de récriminations, moins de « droit à » et plus « d'obligation de », on va vers 20 ans de tourments gravissimes. Rappelons qu'on ne s'est toujours pas remis de la crise de 1973-1974 (50 ans déjà) ni de l'arrivée au pouvoir du Programme Commun de la Gauche.

On ne prend visiblement pas le chemin de la prise de conscience. Une calino-thérapie pour débiles est à l'œuvre, avec, en bouquet, 50 euros pour réparer son vélo ! Quand le Medef a parlé de travailler un peu plus, son Président a été raillé et renvoyé aussitôt à ses fantasmes. « Indécent » voilà le mot qui a été répété à l'envi par absolument tout le monde dans les médias et les partis politiques. On verse 9 milliards à une entreprise, Air Grève qui en vaut 1.4 et qui est ruinée depuis longtemps par la rotation des hauts fonctionnaires dans ses instances de direction (cf Parly II), et des grèves à répétition des pilotes, tout lui interdisant les vols intérieurs. On annonce des milliards de subventions nouvelles pour la SNCF, structurellement ruinée depuis longtemps et qui annonce juste après que l'Etat a repris sa dette qu'elle vient de perdre 3 milliards en attendant mieux. On confirme ou au promet de fantastiques augmentations de salaires pour les « soignants » et les « enseignants » (les mots médecins et professeurs ont disparu du langage depuis longtemps. La compétence, on vous le dit, n'est plus ce qui compte).

Bref la France veut, sous la houlette de l'Enarchie Compassionnelle, gérer la crise et l'après crise comme elle a géré la France précédemment. Nous disons ici que cette démarche est suicidaire. Le seul résultat sera une nouvelle perte de respectabilité et d'influence internationale, et, à l'intérieur, un nouvel effondrement de sa prospérité, de ses capacités et de son dynamisme, avec une formidable régression de l'espoir et des libertés.

Le Français, né malin, ferait bien de se réveiller rapidement. Il n'y a pas d'avenir au bout du chemin sur lequel il se laisse entraîner. Quand on est au bord du gouffre, il est dangereux de crier : « en avant comme avant ! »